

OPINION DISSIDENTE DE M. BASDEVANT

Je regrette de ne pouvoir souscrire à l'arrêt de la Cour déclinant sa compétence en la présente affaire et je crois devoir indiquer sommairement les motifs de mon dissentiment.

Pour apprécier la valeur de l'Exception préliminaire opposée par le Gouvernement norvégien à la compétence de la Cour, celle-ci s'est placée sur le terrain que les Parties ont choisi pour en discuter, à savoir l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et les déclarations des Gouvernements du Royaume de Norvège et de la République française acceptant la juridiction obligatoire de la Cour conformément audit article. Je ne conteste pas ce point de départ.

La Cour s'est attachée à la réserve énoncée dans ladite déclaration de la France et portant que « cette déclaration ne s'applique pas aux différends relatifs à des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale telle qu'elle est entendue par le Gouvernement de la République française ». Elle a relevé qu'en vertu de la condition de réciprocité énoncée dans les deux déclarations et admise par l'article 36, paragraphe 3, la Norvège est au bénéfice de cette réserve. J'interprète de la même façon la clause de réciprocité.

Pas plus que la Cour je n'estime nécessaire de me poser, à propos de la présente affaire, la question de la validité initiale de ladite réserve.

C'est moins la réserve considérée en elle-même et en quelque sorte dans l'abstrait que la manière d'interpréter l'attitude de la Norvège quand elle l'a invoquée au titre de la réciprocité qui est à l'origine de mon dissentiment. C'est dire que je me place rigoureusement en face du cas d'espèce : un différend entre la France et la Norvège, une exception d'incompétence opposée par la Norvège à la requête présentée par la France.

L'arrêt de la Cour accueille cette exception d'incompétence pour le motif que la Norvège, invoquant la réserve française au titre de la réciprocité, a déclaré que la présente affaire relevait essentiellement de sa compétence nationale telle que l'entend le Gouvernement norvégien. Cette prise de position du Gouvernement norvégien est apparue à la Cour comme suffisante pour faire échec à la juridiction obligatoire de la Cour admise, en principe, par les déclarations des deux Gouvernements.

C'est au sujet de l'interprétation ainsi donnée à la prise de position du Gouvernement norvégien que j'éprouve les doutes les plus sérieux.

On peut concevoir qu'un État, invoquant la réserve, entende lui donner une portée catégorique, de telle sorte que l'opinion par lui émise sur la nature du différend suffise à faire échec à la compétence de la Cour, sans autre examen de la part de celle-ci : je n'entends rien préjuger touchant la validité de la réserve interprétée

DISSENTING OPINION OF JUDGE BASDEVANT

[*Translation*]

I regret that I am unable to concur in the Judgment of the Court that it is without jurisdiction in the present case and I believe I must indicate briefly the reasons for my dissent.

In order to appraise the value of the Preliminary Objection raised by the Norwegian Government to the jurisdiction of the Court, the Court has placed itself on the ground on which the Parties chose to argue the matter, namely, Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court and the Declarations of the Governments of the Kingdom of Norway and of the French Republic accepting the compulsory jurisdiction of the Court in accordance with that Article. I do not dispute this point of departure.

The Court has concentrated its attention on the reservation which is contained in the French Declaration and which provides that "this declaration does not apply to differences relating to matters which are essentially within the national jurisdiction as understood by the Government of the French Republic". The Court has pointed out that by virtue of the condition of reciprocity embodied in the two Declarations and provided for in Article 36, paragraph 3, Norway is entitled to rely on that reservation. I interpret the reciprocity clause in the same manner.

Nor do I consider it necessary, any more than the Court does, to deal with the question of the initial validity of that reservation with regard to the present case.

It is less the reservation considered by itself and so to speak *in abstracto* than the manner in which Norway's attitude should be interpreted when she invoked the reservation on the basis of reciprocity, which is at the source of my dissent. In other words I confine myself strictly to the present case: a dispute between France and Norway, a jurisdictional objection raised by Norway to the Application presented by France.

The Judgment of the Court upholds this objection to the jurisdiction on the ground that Norway, invoking the French reservation on the basis of reciprocity, has declared that the present matter was essentially within its national jurisdiction as understood by the Norwegian Government. The position thus adopted by the Norwegian Government was regarded by the Court as sufficient to preclude the compulsory jurisdiction of the Court which was in principle accepted under the Declarations of the two Governments.

It is with regard to the interpretation thus placed upon the position adopted by the Norwegian Government that I feel the most serious doubts.

It is possible to imagine that a State invoking the reservation should intend to put it forward as categorical in character so that the opinion expressed by that State with regard to the character of the dispute would be sufficient to preclude the jurisdiction of the Court, without further consideration by the Court: it is not my

avec une telle portée. Je note seulement qu'il faudra que cet État manifeste que telle est la portée qu'il donne à l'opinion qu'il émet, qu'apparaisse suffisamment sa volonté de prendre la responsabilité d'une telle attitude. Or il me paraît difficile d'imputer à la Norvège une telle intention, une telle attitude qui serait peu compatible avec son attitude traditionnelle en matière d'arbitrage et de juridiction internationale; il me paraît difficile d'admettre que la Norvège ait eu l'intention de prendre une telle responsabilité, politique et morale, non seulement envers la Partie adverse et devant la Cour dans le présent litige, mais, d'une manière plus générale et par un tel précédent, devant les Nations Unies, enfin, à la raison de l'objet du procès, à l'égard de son propre crédit financier. Il y faudrait une manifestation plus claire d'une telle intention.

Or les termes dans lesquels la Norvège a fait appel à la réserve sont des plus mesurés. Ils ne donnent pas à cet appel un caractère catégorique qui signifierait que la Cour doit s'arrêter à lui sans plus ample examen.

La référence à la réserve est faite dans les Exceptions préliminaires, paragraphe 23, mais elle n'y apparaît que sous une forme hypothétique. Sur la base de considérations amplement exposées, les Exceptions préliminaires formulent tout d'abord cette conclusion: « Il est donc certain qu'en portant devant la Cour le différend énoncé dans sa requête ... le Gouvernement français lui demande de se prononcer sur des questions de droit interne et non de droit international, c'est-à-dire sur des questions étrangères à la compétence que lui ont reconnue les déclarations faites par les parties sur pied de l'article 36, paragraphe 2, du Statut. » Aussitôt après, les Exceptions préliminaires ajoutent: « Aucun doute n'est possible sur ce point. S'il en pouvait cependant subsister, le Gouvernement norvégien se prévaudrait des réserves formulées par le Gouvernement français dans sa déclaration du 1^{er} mars 1949. »

Ainsi le Gouvernement norvégien commence par énoncer très fortement la thèse selon laquelle le différend porte sur des questions de droit interne et échappe par là à la compétence de la Cour. Le bien-fondé de cette thèse et la valeur des arguments présentés à l'appui sont évidemment soumis à l'appréciation de la Cour. Le Gouvernement norvégien prétend que sa thèse est incontestable, qu'aucun doute n'est possible sur ce point. Il émet cependant une hypothèse, celle où un doute subsisterait, et c'est seulement en vue de cette hypothèse qu'il se réfère à la réserve française.

C'est dans les Exceptions préliminaires que se trouve toute l'argumentation norvégienne au sujet de la réserve. Or, indépendamment du fait que cette argumentation ne prend place ici qu'à titre hypothétique, la Norvège n'avance pas une interprétation de la réserve qui ferait de celle-ci un moyen catégorique pour un État

intention to prejudice in any way the question of the validity of the reservation, interpreted as having such a scope. I merely observe that that State would have to manifest that that is the scope which it gives to the opinion it expresses, that its will to assume responsibility for such an attitude would have to be sufficiently apparent. However, I find it difficult to ascribe to Norway such an intention, or such an attitude which would scarcely be consistent with Norway's traditional attitude in the matter of arbitration and international jurisdiction; I find it difficult to consider that Norway intended to assume such a responsibility, political and moral, not only *vis-à-vis* the other Party and before the Court in the present dispute but in a more general manner and by such a precedent, before the United Nations and finally, by reason of the subject-matter of the proceedings, with regard to her own financial credit.

For the terms in which Norway has referred to the reservation are most moderate. They do not confer upon the reservation a categorical character signifying that the Court ought to confine itself to the reservation and not consider the matter further.

The reference to the reservation appears in paragraph 23 of the Preliminary Objections but it appears there only in a hypothetical form. On the basis of considerations which are fully developed, the Preliminary Objections first state this conclusion: "It is clear, therefore, that in bringing before the Court the dispute set out in its Application ... the French Government is asking the Court to adjudicate upon questions of municipal law and not upon questions of international law, i.e. upon questions which do not fall within the jurisdiction conferred upon the Court by the Declarations made by the Parties under Article 36, paragraph 2, of the Statute." Immediately following this passage, the Preliminary Objections add: "There can be no possible doubt on this point. If, however, there should still be some doubt, the Norwegian Government would rely upon the reservations made by the French Government in its Declaration of March 1st, 1949."

The Norwegian Government thus begins by stating very strongly the contention that the dispute relates to questions of municipal law and does not, therefore, fall within the jurisdiction of the Court. The soundness of this contention and the value of the arguments put forward in support of it are clearly submitted to the consideration of the Court. The Norwegian Government claims that its contention is irrebuttable and that there can be no possible doubt on this point. It does refer, however, to a hypothetical situation, a situation in which there should still be some doubt, and it is only with regard to that hypothetical situation that the Norwegian Government refers to the French reservation.

The whole Norwegian argument with regard to the reservation appears in the Preliminary Objections, but quite apart from the fact that the argument is there presented only hypothetically, Norway has not interpreted the reservation as constituting a categorical means whereby a State may preclude the jurisdiction

de faire échec à la compétence de la Cour. Une telle interprétation est possible: la Norvège ne l'énonce pas. Sans préciser d'ailleurs sa pensée, elle avance une interprétation plus modérée selon laquelle « pareille réserve doit être interprétée de bonne foi et ... un Gouvernement qui se retrancherait derrière elle pour dénier compétence à la Cour dans un cas où il ne s'agirait manifestement pas d'une « affaire relevant essentiellement de la compétence nationale » commettrait un abus de droit, devant lequel la Cour ne serait pas désarmée ».

Par là, la Norvège reconnaît à la Cour un contrôle sur l'exercice par un État du droit d'invoquer la réserve. Quelle est l'étendue de ce pouvoir de contrôle? La formule ci-dessus rappelée ne le précise pas, mais une indication figurant à la fin de l'exposé concernant la première exception préliminaire et de ce qui est dit de la réserve invoquée par la Norvège fournit une indication. Le Gouvernement norvégien y affirme tout d'abord son droit de se prévaloir de la réserve française, mais il ne s'en tient pas là. Il croit utile de justifier l'usage qu'il fait de ce droit et, à cet effet, il ajoute: « Convaincu que le différend ... relève de la compétence nationale, il se sent pleinement justifié à faire usage de ce droit. » L'énoncé de cette conviction serait inutile si le Gouvernement norvégien entendait donner à son appréciation de la nature du différend un caractère décisif la faisant échapper au contrôle de la Cour. S'il se dit convaincu que le différend relève de la compétence nationale c'est parce qu'il tire cette conviction des considérations qu'il a exposées pour établir que ce différend est du ressort du droit norvégien, non du droit international. Et, « en conséquence », donc en conséquence de la conviction ainsi acquise, il « demande à la Cour de décliner, pour raison d'incompétence, la mission dont le Gouvernement français voudrait la charger ».

Si l'on rapproche ce passage de la large place faite dans les Exceptions préliminaires à l'argumentation sur le caractère du différend déterminé par le caractère du droit à appliquer, on est amené à penser que, dans l'esprit du Gouvernement norvégien, les deux motifs qu'il invoque à l'appui de sa première exception préliminaire se rejoignent et que, dans l'espèce, l'appréciation du caractère national de l'affaire doit être déduit de la considération du droit à appliquer.

Cette interprétation est confirmée par le fait que dans la suite de la procédure écrite et orale, le Gouvernement norvégien s'est soigneusement attaché au caractère du droit applicable pour fonder son exception d'incompétence. Il n'a été fait en son nom qu'une seule allusion à la réserve française et seulement sous la forme indirecte et très brève d'une mention de la condition de réciprocité, à l'audience du 20 mai 1957. Et encore le conseil du Gouvernement norvégien qui a fait cette allusion ne l'a-t-il faite que pour aboutir à la conclusion que les engagements liant les deux États en matière

of the Court. Such an interpretation is possible: Norway has not put it forward. Whilst not stating exactly what her view was, Norway puts forward a more moderate interpretation to the effect that "such a reservation must be interpreted in good faith and should a Government seek to rely upon it with a view to denying the jurisdiction of the Court in a case which manifestly did not involve a 'matter which is essentially within the national jurisdiction' it would be committing an *abus de droit* which would not prevent the Court from acting".

Norway thereby acknowledges the Court's power to control the exercise by a State of its right to invoke the reservation. What is the extent of this power? The words quoted above do not define the extent of this power, but some indication has been supplied by the statement appearing at the end of the argument on the First Preliminary Objection and at the end of what was said regarding the reservation invoked by Norway. The Norwegian Government begins by asserting its right to rely upon the French reservation but does not stop there. It considers it appropriate to justify the use it makes of that right and in this connection adds the following words: "Convinced that the dispute ... is within the domestic jurisdiction, the Norwegian Government considers itself fully entitled to rely on this right." It would have been unnecessary for the Norwegian Government to state its conviction on this point if it had purported to confer upon its own understanding of the nature of the dispute a decisive character taking it outside the control of the Court. If it says that it is convinced that the dispute is within the domestic jurisdiction, it is because it derives this conviction from the considerations relied upon to prove that the dispute is within the domain of Norwegian law and not of international law. And, "accordingly", in other words as a result of the conviction thus acquired, it "requests the Court to decline, on grounds that it lacks jurisdiction, the function which the French Government would have it assume".

If this passage is compared with the importance of the position occupied in the Preliminary Objections by the argument on the character of the dispute as determined by the character of the law which is applicable to it, one is led to the view that, in the mind of the Norwegian Government, the two grounds upon which it relies in support of its first Preliminary Objection converge and that in the present case the determination of the character of the matter will depend upon the law to be applied.

This interpretation is confirmed by the fact in the subsequent written and oral proceedings, the Norwegian Government carefully concentrated on the character of the applicable law in support of its objection to the jurisdiction. Only one allusion was made on behalf of the Norwegian Government to the French reservation, with indirect and very brief reference to the condition of reciprocity at the hearing of May 20th, 1957. And indeed Counsel for the Norwegian Government merely made the allusion in support of his conclusion that the undertakings binding the two States in the

de juridiction « ne concernent que des différends de droit international ». Voilà qui confirme l'interprétation ci-dessus donnée des intentions du Gouvernement norvégien et celle-ci est en harmonie avec l'affirmation, souvent répétée, que le Gouvernement norvégien ne rejette pas la compétence de la Cour d'une manière absolue, parce que telle est sa volonté propre, mais pour des motifs soigneusement exposés et dont, par cet exposé même, il entend faire la Cour juge.

La Norvège aurait eu intérêt à donner au moyen que lui offrait la réserve française un caractère catégorique. Elle ne l'a pas fait et pour une raison de haute valeur, parce qu'elle a eu le souci de se conformer à ses obligations internationales.

En matière de juridiction obligatoire, la France et la Norvège ne sont pas liées seulement par les déclarations qu'elles ont souscrites sur la base de l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour. Elles le sont également par l'Acte général du 26 septembre 1928 auquel elles ont l'une et l'autre adhéré. Cet acte est entre elles un de ces « traités et conventions en vigueur » qui établissent la compétence de la Cour et que vise l'article 36, paragraphe 1, du Statut; pour l'application de cet acte, l'article 37 du Statut a substitué la Cour internationale de Justice à la Cour permanente de Justice internationale. Cet acte a été mentionné dans les Observations du Gouvernement français, puis expressément invoqué, à l'audience du 14 mai, par l'agent de ce Gouvernement; il a été mentionné, à l'audience du 21 mai, par le conseil du Gouvernement norvégien. A aucun moment, il n'a été mis en doute que cet acte fût droit entre la France et la Norvège.

Rien ne permet de penser que cet Acte général doive échapper à l'attention de la Cour. A aucun moment il n'est apparu que le Gouvernement français ait renoncé à s'en prévaloir. Eût-il gardé sur lui le silence que la Cour « dont la mission est de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis » ne saurait l'ignorer. Lorsqu'il s'agit de statuer sur sa compétence et surtout de statuer sur la portée d'une exception à sa compétence obligatoire dont le principe a été admis entre les Parties, la Cour doit par elle-même rechercher avec tous les moyens dont elle dispose quel est le droit. En une matière où une telle recherche s'imposait moins impérieusement à elle, la Cour permanente n'a pas reculé devant elle, déclarant que « dans l'accomplissement de sa tâche de connaître elle-même le droit international, elle ... a étendu ses recherches à tous précédents, doctrines et faits qui lui étaient accessibles et qui auraient, le cas échéant, pu révéler l'existence d'un des principes du droit international visés par le compromis ». (C. P. J. I. Arrêt n° 9, p. 31.)

En adhérant à l'acte général, le 31 mai 1931, le Gouvernement français a, dans la mesure où l'y autorisaient expressément l'article 39, litt. b, et l'article 41 dudit acte, énoncé que son adhésion,

matter of jurisdiction "only relate to disputes of international law". This confirms the interpretation given above of the intentions of the Norwegian Government and this interpretation is in harmony with the frequently repeated assertion that the Norwegian Government does not reject the jurisdiction of the Court absolutely, because it so chooses, but on grounds which have been carefully set out, thus showing that it was intended that the Court should adjudicate upon them.

It would have been in the interests of Norway to confer a categorical character upon the defence provided by the French reservation. She has not done so for a highly commendable reason, because she was anxious to respect her international obligations.

In the matter of compulsory jurisdiction, France and Norway are not bound only by the Declarations to which they subscribed on the basis of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court. They are bound also by the General Act of September 26th, 1928, to which they have both acceded. This Act is, so far as they are concerned, one of those "treaties and conventions in force" which establish the jurisdiction of the Court and which are referred to in Article 36, paragraph 1, of the Statute. For the purposes of the application of this Act, Article 37 of the Statute has substituted the International Court of Justice for the Permanent Court of International Justice. This Act was mentioned in the Observations of the French Government and was subsequently invoked explicitly at the hearing of May 14th by the Agent of that Government. It was mentioned, at the hearing of May 21st, by Counsel for the Norwegian Government. At no time has any doubt been raised as to the fact that this Act is binding as between France and Norway.

There is no reason to think that this General Act should not receive the attention of the Court. At no time did it appear that the French Government had abandoned its right to rely on it. Even if it had maintained silence with regard to it, the Court "whose function it is to decide in accordance with international law such disputes as are submitted to it" could not ignore it. When it is a matter of determining its jurisdiction and, above all, of determining the effect of an objection to its compulsory jurisdiction, the principle of which has been admitted as between the Parties, the Court must, of itself, seek with all the means at its disposal to ascertain what is the law. In a matter in which such research was less imperatively necessary, the Permanent Court did not hesitate to undertake it, stating that "in the fulfilment of its task of itself ascertaining what the international law is, it ... has included in its researches all precedents, teachings and facts to which it had access and which might possibly have revealed the existence of one of the principles of international law contemplated in the special agreement". (P.C.I.J. Judgment No. 9, p. 31.)

On acceding to the General Act, on May 31st, 1931, the French Government, in so far as it was explicitly authorized to do so by Article 39, sub-paragraph (b), and by Article 41 of that Act, declared

comportant entre autres acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour, s'appliquait aux différends « autres que ceux que la Cour permanente de Justice internationale reconnaîtrait comme portant sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de l'État ». Cette réserve ayant été formulée par la France, la Norvège peut, ainsi qu'il est dit à l'article 39, paragraphe 3, de l'Acte général, s'en prévaloir vis-à-vis de la France.

Tel était le droit en vigueur entre la France et la Norvège sur la juridiction obligatoire de la Cour au moment où la France a accepté, à nouveau, la juridiction obligatoire de la Cour par sa déclaration du 1^{er} mars 1949 sur la base de l'article 36, paragraphe 2, du Statut. Ce droit en vigueur comportait la réserve de la compétence exclusive de l'État mais, d'une part, en qualifiant cette réserve, selon ce que reconnaît le droit international et d'autre part, en attribuant à la Cour le pouvoir de vérifier, lorsque la réserve viendrait à être invoquée, si elle l'était à bon droit ou à tort.

La déclaration par laquelle le Gouvernement français a admis la juridiction obligatoire sur la base de l'article 36, paragraphe 2, du Statut contient une réserve de portée plus étendue puisqu'elle se réfère non à ce que reconnaît le droit international mais à l'appréciation du Gouvernement qui invoque la réserve et que, d'autre part, elle ne soumet pas cette appréciation au contrôle de la Cour, en sa lettre du moins. La déclaration restreint donc le domaine de la juridiction obligatoire plus que ne le faisait l'Acte général dans les rapports entre la France et la Norvège. Or il est manifeste que cette déclaration unilatérale du Gouvernement français n'a pas pu modifier, dans ce sens restrictif, le droit alors en vigueur entre la France et la Norvège.

Dans une affaire où il avait été soutenu que non pas une déclaration unilatérale mais un traité entre deux États avait limité la portée entre eux de leurs déclarations antérieures acceptant la juridiction obligatoire, la Cour permanente a rejeté ce moyen et dit à ce propos :

« La multiplicité d'engagements conclus en faveur de la juridiction obligatoire atteste chez les contractants la volonté d'ouvrir de nouvelles voies d'accès à la Cour plutôt que de fermer les anciennes ou de les laisser se neutraliser mutuellement pour aboutir à l'incompétence. » (C. P. J. I., Série A/B, n° 77, p. 76.) Une voie d'accès à la Cour a été ouverte par l'adhésion des deux Parties à l'Acte général de 1928 : elle ne saurait être fermée ou neutralisée par la disposition restrictive que le Gouvernement français et non le Gouvernement norvégien a ajoutée à son acceptation nouvelle de la juridiction obligatoire énoncée dans sa déclaration de 1949. Cette disposition restrictive, émanant d'un seul, ne fait pas droit entre la France et la Norvège ; elle ne suffit pas à faire échec au régime juridique existant entre eux sur ce point ; elle ne saurait fermer la

that its accession, involving *inter alia* the acceptance of the compulsory jurisdiction of the Court, applied to disputes "other than those which the Permanent Court of International Justice may recognize as bearing on a question left by international law to the exclusive competence of the State". As this reservation was formulated by France, Norway may, as stated in Article 39, paragraph 3, of the General Act, rely upon it as against France.

Such was the law in force between France and Norway concerning the compulsory jurisdiction of the Court at the time when France accepted afresh the compulsory jurisdiction of the Court by her Declaration of March 1st, 1949, on the basis of Article 36, paragraph 2, of the Statute. The law thus in force embodied the reservation concerning the exclusive competence of the State, but, on the one hand, there was the qualification of that reservation regarding what is recognized by international law and, on the other hand, the Court was given the power to verify, when the reservation should come to be pleaded, whether it was rightly or wrongly invoked.

The Declaration by which the French Government accepted compulsory jurisdiction on the basis of Article 36, paragraph 2, of the Statute contains a reservation of wider scope, since it refers not to what is recognized by international law, but to the understanding of the Government which invokes the reservation and, further, since it does not submit that understanding to the verification of the Court. At all events, it does not do so expressly. The Declaration thus limits the sphere of compulsory jurisdiction more than did the General Act in relations between France and Norway. Now, it is clear that this unilateral Declaration by the French Government could not modify, in this limitative sense, the law that was then in force between France and Norway.

In a case in which it had been contended that not a unilateral declaration but a treaty between two States had limited the scope as between them of their previous declarations accepting compulsory jurisdiction, the Permanent Court rejected this contention and said in this connection:

"The multiplicity of agreements concluded accepting the compulsory jurisdiction is evidence that the contracting Parties intended to open up new ways of access to the Court rather than to close old ways or to allow them to cancel each other out with the ultimate result that no jurisdiction would remain." (P.C.I.J., Series A/B, No. 77, p. 76.) A way of access to the Court was opened up by the accession of the two Parties to the General Act of 1928. It could not be closed or cancelled out by the restrictive clause which the French Government, and not the Norwegian Government, added to its fresh acceptance of compulsory jurisdiction stated in its Declaration of 1949. This restrictive clause, emanating from only one of them, does not constitute the law as between France and Norway. The clause is not sufficient to set aside the juridical system existing between them on this point. It cannot close the way of

voie d'accès à la Cour antérieurement ouverte ni la neutraliser pour aboutir à l'incompétence.

Entre la France et la Norvège, sur le point ici considéré, l'admission de la juridiction obligatoire n'est donc, aujourd'hui comme avant la déclaration française du 1^{er} mars 1949, écartée que pour les différends que la Cour reconnaîtrait comme portant sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de l'État.

Cette constatation de l'état du droit existant entre la France et la Norvège explique le sens attaché par la Norvège à l'invocation qu'elle a faite à la réserve française. Elle l'a invoquée et elle ne pouvait l'invoquer que dans le sens qu'a cette réserve dans les rapports entre la France et la Norvège, c'est-à-dire non comme une réserve dont l'application dépend de l'appréciation discrétionnaire faite par l'État qui l'invoque mais comme une réserve dont la portée dépend de ce que reconnaît le droit international selon l'appréciation que fera la Cour. Je ne puis pas imputer à la Norvège l'intention de donner à la réserve un sens plus absolu qui contredirait le droit existant en la matière entre les deux pays.

Cette interprétation comportant référence à ce que reconnaît le droit international selon l'appréciation qu'en fera la Cour est parfaitement en harmonie avec l'interprétation modérée que la Norvège a donnée de la réserve et le peu de place qu'elle lui a faite dans son argumentation, alors que celle-ci a comporté les plus grands efforts pour établir que le différend porte sur des points de droit norvégien, non de droit international et échappe, à ce titre, à la compétence de la Cour.

En présence de toute cette argumentation et déjà à la simple lecture des Exceptions préliminaires, je me refuse à interpréter la pensée du Gouvernement norvégien comme ayant été de démontrer à la satisfaction de la Cour que le différend ne porte que sur des points de droit norvégien, de la prier de dire que la Cour admet qu'il en est ainsi et comme ayant été d'ajouter, aussitôt que l'opinion de la Cour sur ce point est sans importance, que seule compte ici l'opinion du Gouvernement norvégien.

La pensée du Gouvernement norvégien me paraît bien différente. En invoquant la réserve française, il a entendu en confronter la portée en la présente affaire avec les données de celle-ci: l'objet de la demande et le droit applicable. C'est sur ce terrain que l'appel à la réserve doit être apprécié et c'est sur ce terrain que le débat s'est effectivement développé entre Parties.

Le Gouvernement norvégien aurait pu procéder autrement. Invoquant la réserve française il aurait pu se prévaloir, à ce propos, du fait qu'il s'agit en l'espèce d'emprunts publics, de mesures affectant le régime monétaire de la Norvège: je ne préjuge pas la valeur de telles considérations. Il avait été procédé ainsi dans l'affaire des Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc, ce qui amena la Cour permanente à dire que les questions de nationalité sont de celles que le droit international laisse à la compétence de

access to the Court that was formerly open, or cancel it out with the result that no jurisdiction would remain.

Between France and Norway, on the point now under consideration, the acceptance of compulsory jurisdiction is, therefore, to-day as prior to the French Declaration of March 1st, 1949, set aside only in respect of such disputes as the Court may recognize as bearing on a question left by international law to the exclusive competence of the State.

This presentation of the state of the law existing between France and Norway explains the sense attached by Norway to her reliance on the French reservation. She relied on it, and could only rely on it, in the sense that this reservation has in relations between France and Norway, that is to say, not as a reservation the application of which depends on the discretionary judgment of the State which relies on it, but as a reservation the scope of which depends on what is recognized by international law as found by the Court. I cannot suppose that Norway intended to give the reservation a more absolute sense which would be in conflict with the law existing in this matter between the two countries.

This interpretation, involving a reference to what is recognized by international law as found by the Court, is in complete harmony with the moderate interpretation which Norway gave to the reservation and with the small place it occupies in her reasoning which, on the other hand, went to great lengths to show that the dispute relates to questions of Norwegian law and not to questions of international law and, on that ground, does not come within the jurisdiction of the Court.

In view of all this reasoning—and even from the mere perusal of the Preliminary Objections—I cannot believe that it was the Norwegian Government's intention to prove to the satisfaction of the Court that the dispute relates only to questions of Norwegian law, to ask the Court to find that it agrees with this view and then to add immediately that the Court's opinion on this point is of no importance and that it is only the Norwegian Government's opinion that counts.

The Norwegian Government's intention seems to me to be quite different. In invoking the French reservation, its intention was that its bearing on the present case should be considered in the light of the elements of the case: the subject of the claim and the law applicable. It is on this footing that the appeal to the reservation must be judged and that the discussion between the Parties in fact developed.

The Norwegian Government might have followed another course. When it invoked the French reservation, it might have relied, in this connection, on the fact that this case is concerned with public loans, with measures affecting the monetary system of Norway. I do not prejudge the validity of such considerations. That was the course followed in the case of the nationality decrees in Tunis and Morocco and it led the Permanent Court to find that questions of nationality are amongst those which international law

l'État mais qu'il en est autrement lorsqu'à leur propos est en cause l'application de traités. Le Gouvernement norvégien n'a pas procédé ainsi. Les seuls motifs qu'il ait présentés et qui, s'ils sont admis, seraient de nature à établir que le présent différend met la Cour en présence de questions que le droit international laisse à la compétence exclusive de la Norvège sont ceux qui se rapportent à la nature du droit applicable pour la solution de ce différend : droit norvégien et non droit international.

Interprétant autrement que j'ai cru pouvoir le faire la pensée du Gouvernement norvégien — et c'est la source de mon dissentiment —, l'arrêt n'a pas eu à rechercher si le différend soumis à la Cour relève exclusivement de l'application du droit norvégien et si, à ce titre, il échappe à la compétence de la Cour soit par application de l'article 36, paragraphe 3, du Statut, soit par le jeu de la réserve française invoquée par la Norvège sans autre précision. En conséquence de ce silence de l'arrêt, je me bornerai sur ce point à de très brèves observations.

Je comprends qu'en face de la rédaction donnée aux conclusions de la Requête, le Gouvernement norvégien ait soulevé sa première exception préliminaire : les mêmes termes auraient pu se trouver dans les conclusions d'un porteur agissant devant un tribunal norvégien contre son débiteur norvégien. Mais le débat devant la Cour a éliminé toute assimilation entre ces deux procès et il a été maintes fois affirmé devant elle, notamment du côté norvégien, que le différend entre le Gouvernement français et le Gouvernement norvégien était autre et relevait d'une autre branche du droit que le différend entre porteurs et débiteurs norvégiens.

Le Gouvernement français agit ici dans l'exercice du droit que lui reconnaît le droit international d'exercer la protection de ses nationaux vis-à-vis d'un État étranger. L'arrêt rappelle à juste titre que, dans sa note du 27 janvier 1955, le Gouvernement français proposait au Gouvernement norvégien de porter le litige devant le juge international en vue de déterminer, sur la base des principes généraux du droit international, si la clause or dont, suivant lui, les emprunts litigieux étaient assortis devait être respectée. L'arrêt rappelle de même que, dès le début de la controverse diplomatique, dans sa note du 16 juin 1925, la Légation de France à Oslo a cru pouvoir relever une contradiction entre la loi norvégienne du 15 décembre 1923 et les engagements pris envers les porteurs des emprunts de la Banque hypothécaire de Norvège, et a invoqué, à ce propos, qu'une décision unilatérale ne semble pas opposable à des créanciers étrangers. Le Gouvernement français n'a cessé, devant la Cour, de s'en prendre, sous cet aspect, à cette loi de 1923, demandant à la Cour, dans ses conclusions finales déposées le 25 mai 1957, de dire et juger que les engagements sur le montant des dettes

leaves to the jurisdiction of the State but that it is otherwise when the application of treaties is involved in regard to them. The Norwegian Government did not take this course. The only grounds which it advanced and which, if accepted, would be such as to prove that the present dispute brings before the Court questions which international law leaves to the exclusive jurisdiction of Norway, are those relating to the nature of the law to be applied for the settlement of this dispute, namely, Norwegian law and not international law.

As the Judgment interprets the Norwegian Government's intention in a different way from that in which I have felt it proper to interpret it—and that is the source of my dissent—it was not necessary for it to consider whether the dispute brought before the Court falls exclusively within the application of Norwegian law and whether, on that ground, it falls outside the jurisdiction of the Court either by the application of Article 36, paragraph 2, of the Statute or through the effect of the French reservation invoked by Norway without further explanation. In view of the silence of the Judgment, I shall confine myself to some very brief observations on this point.

I understand that the wording adopted for the Submissions in the Application should have led the Norwegian Government to put forward its first Preliminary Objection. The same terms might have been used in the Submissions of a bondholder proceeding against his Norwegian debtor before a Norwegian tribunal. But the discussion before the Court eliminated all assimilation between these two cases and, in the course of these proceedings, it was frequently asserted, particularly on the Norwegian side, that the dispute between the French Government and the Norwegian Government was different from the dispute between bondholders and Norwegian debtors and came within the purview of a different branch of law.

The French Government is here acting in the exercise of its right under international law to protect its nationals as against a foreign State. The Judgment rightly recalls that, in its Note of January 27th, 1955, the French Government proposed to the Norwegian Government that the dispute should be referred to an international tribunal in order to determine, on the basis of the general principles of international law, whether the gold clause which, it contended, was contained in the bonds in question, had to be respected. The Judgment recalls also that, at the very outset of the diplomatic dispute, the French Legation in Oslo, in its Note dated June 16th, 1925, stated that it believed a contradiction to exist between the Norwegian law of December 15th, 1923, and the obligations which had been assumed towards the holders of the loans of the Mortgage Bank of Norway, and contended, in this connection, that it would not seem that a unilateral decision can be relied upon as against foreign creditors. In the proceedings before the Court, the French Government continually impugned this law of 1923, from this point of view, and in its final Submissions filed

contractées dans les emprunts visés dans la Requête ne peuvent être modifiés unilatéralement. Le Gouvernement français a entendu se prévaloir des arrêts 14 et 15 de la Cour permanente de Justice internationale en alléguant que, dans la présente affaire comme autrefois dans les affaires des emprunts serbes et des emprunts fédéraux brésiliens, il s'agit d'emprunts internationaux. Il a fait grief à la Norvège de la discrimination par elle faite au bénéfice des porteurs danois et suédois et au détriment des porteurs français, discrimination qu'il a présentée comme constituant une violation directe du droit international. De tout cela il a cherché à obtenir le redressement par une décision de la Cour qui, sans se prononcer sur un aménagement financier qu'il se déclarait prêt à étudier avec le Gouvernement norvégien, porterait que le débiteur des emprunts énumérés dans la Requête ne s'acquitte valablement de son obligation que par un paiement en valeur or à chaque échéance.

C'est sur ce terrain que le Gouvernement français a entendu placer la demande par lui formée contre le Gouvernement norvégien. Je n'ai pas à préjuger la réponse qu'elle comporte sur tel ou tel point ainsi soulevé. Je me borne à constater que l'appréciation de cette demande ne relève pas du droit norvégien mais du droit international.

Sans doute, pour arriver jusqu'aux points de droit ainsi énoncés et à d'autres de même sorte soulevés dans les débats, faut-il constater tout d'abord que les emprunts litigieux ou certains d'entre eux sont assortis de la clause or. Cela concerne les faits de la cause et ceux-ci ont été exposés à ce titre dans le Mémoire et le Contre-Mémoire. Cet exposé des faits peut amener à rencontrer certains points de droit norvégien touchant, par exemple, la validité initiale de la clause or dans les emprunts litigieux. Mais si la Cour est saisie de points de droit international dans le différend actuellement pendant entre la France et la Norvège et si elle est compétente à ce titre pour connaître de ce différend, il va de soi qu'elle aura aussi à examiner les points de fait qui se posent. Elle doit ranger parmi ceux-ci les questions d'interprétation des lois norvégiennes qu'elle pourra rencontrer. Il n'a jamais été soutenu que la Cour devrait renvoyer l'examen de telles questions à la décision de tel ou tel tribunal national.

Compte tenu du sens que j'attache à la pensée du Gouvernement norvégien invoquant la réserve française, et compte tenu de la nature des questions effectivement soumises à la Cour, je ne pense pas que la Norvège soit fondée, en l'espèce, à décliner la compétence de la Cour en invoquant la réserve de sa compétence nationale.

(Signé) BASDEVANT.

on May 25th, 1957, it asked the Court to adjudge and declare that undertakings as to the amount of the debts contracted under the loans referred to in the Application cannot be unilaterally modified. The French Government placed reliance on Judgments Nos. 14 and 15 of the Permanent Court of International Justice, contending that, in the present case as previously in the cases of the Serbian loans and the Brazilian Federal loans, the loans in question are international loans. It complained that Norway was practising discrimination to the advantage of Danish and Swedish holders and to the detriment of French holders, and it claimed that this discrimination constituted a direct violation of international law. On all those grounds it sought to obtain redress through a decision of the Court which, without passing upon the financial adjustment of payments which the French Government declared itself ready to study with the Norwegian Government, would find that the debtor in the case of the loans specified in the Application cannot validly discharge his obligation except by payments as they fall due in gold value.

It is on this ground that the French Government intended to place the claim it brought against the Norwegian Government. It is not for me to prejudge the reply that should be given to it on any of the points thus raised. I confine myself to noting that adjudication upon this claim is a matter that comes within the purview not of Norwegian law but of international law.

No doubt, in order that the questions of law thus referred to, and others of the same kind raised in the proceedings, may come up for consideration, it must first be determined that the loans in dispute, or some of them, do in fact contain a gold clause. This is a question of the facts involved in the case, and these have been set out in the Memorial and Counter-Memorial. This statement of the facts may bring up certain questions of Norwegian law concerning, for instance, the initial validity of the gold clause in the loans in dispute. But, if the Court is seised of questions of international law in the dispute at present pending between France and Norway, and if, for that reason, the Court has jurisdiction to adjudicate on this dispute, it obviously follows that the Court will also have to examine the questions of fact that arise. It must include among these any questions of the interpretation of such Norwegian laws as may call for consideration. It has never been contended that the Court should refer such questions to the consideration and decision of any particular national tribunal.

Having regard to the sense I attach to the Norwegian Government's intention in invoking the French reservation, and having regard to the nature of the questions actually submitted to the Court, I do not think that Norway is justified, in this case, in declining the jurisdiction of the Court on the ground of the reservation concerning its national jurisdiction.

(Signed) BASDEVANT.